

Inclusion Financiere Des Femmes Entrepreneures Sud Africaines

TINUADE ADEKUNBI OJO 

Centre for the Study of Race, Gender and Class
University of Johannesburg, South Africa 

tinuadeo@uj.ac.za

Received: 12 March 2023

Revised: 8 October 2025

Accepted: 17 March 2025

Résumé

Le papié examine le sujet de l'inclusion financière et de l'autonomisation des femmes en Afrique du Sud. Hormis la techiqualité et. qui affectent l'inclusion financière des femmes, l'étude analysera les mesures existantes du gouvernement sur l'inclusion financière pour déterminer si cette dernière contribue à l'autonomie socio-économique des entrepreneurs en Afrique du sud. L'étude utilise la perspective de l'économie politique féministe pour comprendre l'exclusion historique de la femme en Afrique du sud et en ce qui concerne l'équart des sexes comme résultat. Les effets du colonialisme en Afrique du Sud sur l'inégalité des sexes, structurelle, psychologique et de la dégradation culturelle, et de la manière dont ces derniers ont affecte la participation dans les relations sociales et économiques dans le secteur de finance du pays, font parti des efforts pour comprendre l'inclusion financière et l'autonomie des femmes. Le ressentiment, l'exclusion et la contrainte sont des consequences inévitables de la pauvreté et l'inégalité après l'apartheid en Afrique du Sud. Malgré les efforts concertés mis en place par l'Etat pour résoudre ce problème, y compris assurant que la femme et la fille ont accès au finance et l'égalité des sexes, dans les droits constitutionnels (comme contenu dans la politique nationale), le problème reste inchangé. Utilisant l'approche de la method qualitative, base sur la recherche d'attitude de nature exploratoire, l'étude esperait de mieux comprendre, venant des littératures disponible, aussi bien des reponses des repondants, dans l'inclusion/exclusion financière, et comment ceci impacte l'autonomie des femmes en Afrique du Sud.

Mots clés: Inclusion Financière, Développement inclusive, économie politique, L'autonomie des femmes, Afrique du Sud.

Introduction et Contexte

Plusieurs études ont énoncé la corrélation de l'inclusion et exclusion financière comme un outil intégrale pour l'éradication de la pauvreté, du développement inclusive et de combler l'écart d'inégalité entre les homes et les femmes entrepreneurs dans n'importe quelle économie (McKinsey & Company 2009; O'Dell 2014; OECD 2012; PCI 2017; Revenga & Shetty 2012; RSA 2017; UN-Women 2017).

Malgré que la socio- économie et les systems financiers en l'Afrique du Sud ont fait bénéficié plusieurs femmes en augmentant les femmes fiancièrement indépendantes et entrepreneurs. Cependant, la connaissance de la liberté financière en terme des investiments à long- terme qui donne des rendements de capitals substantiel et mitige les risques, reste un défi parmi les femmes entrepreneures. (Rashiq & Cyprian 2017: 99). Graduellement, les femmes Sud Africaines gagnent leur revenue à court- terme et jouent le rôle des chefs de famille mais elles ne sont

pas aussi engagées comme elles devraient être dans leur plans à long-terme tel que retraite et investissements, lesquels elles laissent à leurs partenaires de gérer (Glänzel & Scheuerle 2015: 1641).

L'inabilité de s'engager dans un investissement à long terme crée le sentiment d'impuissance dans la détermination de leur standard de vie, et ajoute la vulnérabilité quand le conflit ou une catastrophe naturelle frappe (Glänzel & Scheuerle 2015: 1641).

Selon le baromètre international de l'intelligence financière des femmes Visa 2013, les femmes sud africaines ont été évaluées et classées parmi les moins financièrement éduquées dans le monde (Khumalo 2017: np). Le classement des femmes Sud Africaines était 23 sur 27 nations échantillonnées pour la sélection (Khumalo 2017: np).

À la lumière des explications ci-dessus, il y a un besoin de créer un éveil sur la problématique des épargnes et investissements pour encourager et créer un développement inclusif et un environnement durable pour les femmes entrepreneurs. Actuellement le pays fait défaut et les femmes sont toujours sujettes d'une pauvreté absolue, l'inégalité et l'insécurité par sexe féminin.

Selon les statistiques de l'Afrique du Sud, la majorité des femmes sont responsables des finances de leur foyer sur différentes raisons comme les femmes vivent plus longtemps que les hommes (Khumalo 2017: np). Les statistiques démontraient que 43% des foyers en Afrique du Sud sont gérés par les femmes sur lequel six millions et neuf cents mille (6,9 million) des femmes sont actuellement dans un emploi qui font d'elles responsables du budget de leurs familles (Khumalo 2017: np).

Malgré que l'importance et le besoin d'accès aux services financiers n'étaient pas énoncés dans les objectifs de développement du millénaire (ODM) et objectifs de développement durable (ODD), l'accès au finance est un facteur de base et convaincant qui contribue directement ou indirectement à la réalisation des objectifs de développement durable (Fanta & Mutsonziwa 2016: 1). Le quatrième objectif de l'égalité des sexes de ODD place un accent sur les femmes qui ont un accès direct aux opportunités financières comme il leur promet de devenir entrepreneurs, des géantes financières, des philanthropes indépendantes et des décideuses dans la famille et communauté.

La plupart des études sont focalisées sur l'exclusion des femmes pour les services financiers au lieu de travail et au niveau personnel comparées à leurs homologues hommes (Fanta & Mutsonziwa 2016: 1). Selon l'analyse politique féministe, l'écart des sexes excluant les femmes des activités financières et contribuant à la croissance socio-économique du pays est inquiétant. L'écart leur prive de leurs droits humains et également de participer à leurs responsabilités (Fanta & Mutsonziwa 2016: 1). Les femmes en Afrique du Sud comparées aux femmes du monde occidental placent leur priorité financière sur les besoins de leur foyer plus que l'investissement et les épargnes (Glänzel & Scheuerle 2015: 1641). Elles n'ont pas d'égards aux conséquences financières qui peuvent probablement affecter leur future.

Les femmes sont principalement des victimes des crises économiques et les plus coupées du budget publiques. Dans les pays en développement de l'Afrique et les régions de l'Asie du Sud, à chaque unité (faillite, commune et groupe) les plus fragiles et les plus exposées sont les femmes et les filles dû à leur inabilité d'être éduquées, protégées, l'accès aux bons soins de Santé, au foyer, engagées dans la capacité d'entraînement qui implique les compétences d'apprentissage et du développement, d'être des participantes dans la prise des décisions et d'accéder aux ressources et droits (Rashiq & Cyprian 2017: 100).

L'étude analyse le sexe et l'inclusion financière, la théorie de l'économie politique féministe, l'exclusion historique en catégorisant les classes et l'inégalité des sexes, des valeurs de la famille, l'autonomie financière sur les femmes entrepreneurs ou la classe travaillante en Afrique du Sud comme une arme d'accomplissement du développement financier inclusive et d'allegement de pauvreté dans le pays en mettant en évidence l'impact ou le rôle de l'exclusion financière des femmes en Afrique du Sud .

L'études s'adresse aux objectifs suivant et la recherche des questions d'étude.

Millennium Development Goals (MDGs) were eight international development goals for the year 2015

Sustainable development Goals (SDGs) are collection of 17 global goals designed to be a "blueprint to achieve a better and more sustainable future for all".

L'inclusion ou l'exclusion financière en Afrique du Sud

Selon IMF et Klapper et al (2017), chaque pays essaye déjà d'apporter des mesures différentes pour initier et planter l'inclusion financière pour une société durable dû à la croissance de la population et de l'économie dans toutes les nations. Cependant, le gouvernement de l'Afrique du Sud et les institutions financières n'ont pas encore pris en considération d'intégration des femmes pour accéder au finance comme une stratégie effective par l'autonomie de femmes. En dépit des législations et du support de la constitution à l'accès équitable aux droits humains, le plan de développement national publié en 2012 avant les objectifs de développement durable

Le NPD ignore les contributions des femmes à l'économie en ce qui a trait à la résolution des obstacles financiers, sociaux, culturels, religieux et éducatifs à l'entrée des femmes sur le marché du travail ; l'expansion des infrastructures sociales pour réduire le chômage des femmes en offrant des droits fonciers aux agricultrices, pour ne citer qu'elles (Gumede, 2016 ; Habib, 2013). Le rapport publié par le Département sud-africain des affaires féminines en 2015 indiquait que 72 % des femmes vivaient encore en dessous du seuil de pauvreté, car les femmes qui travaillent en Afrique du Sud gagnent moins que leurs homologues masculins (Department of Women 2015 : 115).

Selon le baromètre international 2013 de Visa sur la littératie financière des femmes, les femmes sud-africaines ont été notées et classées parmi les moins alphabétisées financièrement au monde (Khumalo 2017 : np). Le classement des femmes sud-africaines était de 23 sur 27 nations échantillonnées pour la collecte (Khumalo 2017 : np). La mesure dans laquelle cela a un impact sur les niveaux de sensibilisation aux services financiers (épargne et investissements) pour créer un environnement durable pour les femmes entrepreneurs n'a pas encore été pleinement analysée. Actuellement, les femmes continuent d'être soumises à une pauvreté abjecte, à l'inégalité et à l'insécurité parmi le phénomène de genre malgré l'existence de services financiers et de politiques d'autonomisation des femmes. Les raisons à cela peuvent résider dans une analyse solide de l'inclusion financière en tant qu'outil d'autonomisation des femmes et de la manière dont cela a fonctionné ou non jusqu'à présent. Il a déjà été démontré que cela peut avoir un impact sur l'ensemble de la société. Par exemple, il a été établi que l'exclusion des femmes mesurée en termes de taux élevés d'inégalité et de pauvreté ; la 'fortification de classe' et la déconnexion des élites dirigeantes et économiques du sort de la majorité historiquement opprimée provoquent des conflits, une instabilité politique et des bouleversements économiques dans la société sud-africaine » (O'Manique & Fourie, 2016 : 106)

L'état de l'exclusion financière en Afrique du Sud

L'écart financier entre les femmes persiste à l'échelle mondiale malgré les efforts mondiaux de chaque économie pour relever ce défi (Klapper et al., 2017 ; Cornish, 2018 ; Ngwenya, Pelser & Chivaura, 2018 ; Sahay & Cihak, 2018 ; Taejun, 2018). L'exclusion financière des femmes est inquiétante car elle empêche les femmes de participer et de contribuer aux activités sociales et économiques au sein de la société. Dans la région de la SADC, les femmes sont moins bancarisées que les hommes avec un écart de 6 %. C'est l'inverse en Afrique du Sud, car les femmes sont plus incluses financièrement que les hommes en termes de propriété bancaire. Cependant, Fanta (2016 : 5), a fait valoir que la raison du pourcentage plus élevé sur Les femmes sud-africaines sont la propriété de la Mastercard de

National Development Plan (NDP) 2030 is a policy document drafted by South African government in 2012 on the national plans towards year 2030.

l'Agence sud-africaine de sécurité sociale (SASSA) qui a été utilisée pour aider les bénéficiaires les moins privilégiés à retirer de l'argent à n'importe quel guichet automatique et à glisser dans n'importe quel magasin. Sur la population totale, ceux qui ont des comptes bancaires individuels représentent 64 % tandis que ceux qui ont une Mastercard SASSA sont 77 %, y compris le nombre de ceux qui ont des comptes bancaires à leur nom, tandis que seulement 13 % n'ont qu'une carte SASSA (Fanta 2016 : 5).

Un autre fait souligné par Fanta (2016 : 10) est que bien que la plupart des femmes en Afrique du Sud soient financièrement incluses, seulement 28 % des femmes ont des comptes bancaires actifs tandis qu'une proportion relativement plus élevée ont soit une boîte aux lettres, soit des comptes inactifs. Selon UNCDF 2016 (voir Fanta 2016 : 5), les comptes bancaires peuvent être classés en trois phases ; « un compte utilisé » qui enregistre au moins trois transactions en un mois ; tandis que le «compte de boîte aux lettres» subit des transactions comme deux fois par mois et le «compte dormant» qui ne subit aucune transaction au cours d'un mois.

South African Social security Agency (SASSA) Mastercard is an initiative implemented by South African Department of Social development for the poor and disadvantaged in the country to access financial funds provided by the government.

UNCDF acronym for United Nations Capital Development Fund.

La figure 1.2 présente le pourcentage de femmes épargnantes en Afrique du Sud, seulement 14 % épargnent de manière formelle, 6 % ont une autre forme d'épargne et 14 % épargnent de manière informelle. La principale préoccupation qui justifie l'importance de cette étude est le pourcentage élevé de non-épargnants, comme en témoigne le chiffre de 65 %. Les statistiques donnent une indication claire de la nécessité de rechercher et d'analyser les plans d'intervention pour accroître la culture de l'épargne et de l'investissement à long terme chez les femmes en Afrique du Sud. D'après l'explication donnée ci-dessus, nous pouvons nous rapporter au fait que la plupart des femmes, bien que financièrement incluses en termes de propriété bancaire en Afrique du Sud, ne sont pas financièrement actifs et n'utilisent pas les produits ou services financiers accessibles par les prestataires de services financiers de l'étude.

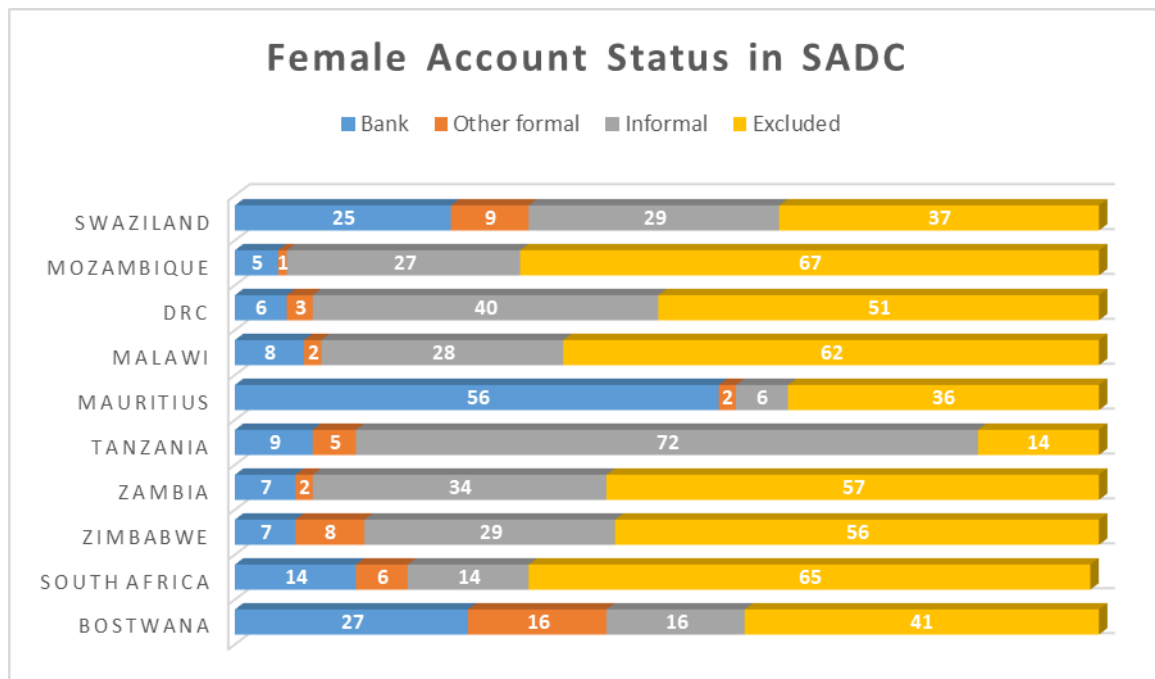


Figure 1.2 Statut du compte bancaire par sexe dans la SADC. Source : Fanta (2016 : 11).

Cadre théorique

Théorie de l'économie politique féministe

L'analyse politique et économique féministe (FPE) continue d'être un concept de débat depuis le début du 21^e siècle (Riley 2008, Nkenkana Akhona 2015, Nkealah 2016). L'économie politique féministe est ancrée dans la théorie féministe qui analyse le statut des femmes et des hommes dans la société et les moyens d'opérer un changement vers la subordination des femmes causée par les inégalités de genre dans les sociétés patriarcales (Diop et al. 2017 : 4). Akhona (2015), Sjoberg (2015), Nkealah (2016) et Milazzo & Van De Walle (2017), ont écrit sur les théories féministes qui abordent les questions d'inégalités de genre, de discrimination ethnique, de ségrégation, de pauvreté, d'analphabétisme de genre et les solutions proposées pour aborder leur. D'autres chercheurs tels que Ogundipe et Leslie (voir Nkealah 2016 : 7364), réitèrent que la position du pouvoir féminin sera celle des représentantes des femmes dans tous les secteurs alors qu'elles s'efforcent de maintenir l'inclusion et la transformation sociales et politiques en Afrique. Selon Peterson (2005, 2012), il a réitéré que la théorie féministe a accru les connaissances sur les expériences de genre relatives aux identités, aux désirs, aux attentes, aux connaissances, aux compétences, au travail, aux salaires, aux activités et aux expériences entre les moyens de subsistance des femmes et des hommes. Il a en outre soutenu que malgré les succès des femmes dans la formation d'associations professionnelles, la promotion d'un enseignement critique et transformateur, la conduite de recherches sur le féminisme, il existe toujours une exclusion persistante des femmes dans la structure de l'économie politique, en particulier dans les régions en développement (Peterson 2005 : 3). Tous les contextes mentionnés ci-dessus dans la littérature expliquent les contextes quotidiens sur les moyens de subsistance et les expériences des femmes dans l'économie.

Dans les économies en développement telles que l'Afrique, Nkealah (2016 : 7364), a raconté les expériences quotidiennes d'une femme africaine typique, elle a déclaré que les femmes africaines subissent des injustices sur la base de la race, de la classe, du groupe ethnique, de la langue et

de l'état matrimonial. En outre, elle a réitéré que l'impact de la colonisation a accru l'exclusion des femmes au développement, car les femmes à l'époque coloniale se sont vu refuser l'accès à l'éducation et aux privilèges civils. Et le résultat est que, jusqu'à aujourd'hui, les femmes manœuvrent encore pour se mesurer à leurs homologues masculins en termes de développement personnel, d'éducation, de carrière professionnelle et de gestion de l'État (Nkealah 2016 : 7365).

Les critiques ont argumenté contre les théories féministes, il est rapporté que les théories féministes se concentrent davantage sur la politique sexuelle, l'indifférence au racisme, l'attitude nonchalante envers les hiérarchies de genre colonisées. En fait, les critiques du féminisme africain ont fait valoir que la théorie féministe en Afrique n'est pas bien articulée et n'est pas justifiable (Diop et al. 2017 : 6). De leur côté, les critiques du féminisme occidental ont fait valoir qu'il existe une large marge entre la théorie féministe occidentale et la théorie féministe africaine (Diop et al. 2017 : 6). La raison en est que la théorie africaine est basée sur les valeurs historiques et culturelles de chaque contexte africain tandis que la théorie féministe occidentale est superficielle, car elle soutient que seules les sociétés dominées par la domination masculine reflètent la subordination, l'exploitation et le contrôle total des femmes (Diop et al. 2017 : 6). Les chercheurs africains sur le féminisme soutiennent le contraire, car ils soutiennent que le féminisme occidental ne peut pas comprendre pleinement les complexités du féminisme africain, car l'économie politique africaine était basée sur la résistance des femmes au colonialisme, à l'impérialisme et à l'hégémonie occidentale (Diop et al. 2017 : 6). Ce point a été soutenu par Opara (2013, voir (Diop et al. 2017), qui a déclaré que l'économie politique féministe africaine n'est pas seulement de nature historique et culturelle, mais est éclectique et supprime toute forme d'oppression dans le corps féminin.

Ces théories justifient l'importance de cette étude, car elle se concentre sur l'écart entre les sexes dans l'inclusion financière des femmes sud-africaines. Sakue-Collins (2017 : 1), a soutenu cette affirmation en déclarant que l'indépendance de l'Afrique repose sur l'indépendance de chaque femme africaine dans chaque société. En fait, l'un des avantages de la recherche sur les femmes dans le développement est d'improviser différentes manières d'inclure les femmes dans les pratiques et les avantages du développement, car cela améliore l'économie politique de la société.

Méthodologie

L'étude a utilisé une recherche qualitative, basée sur une recherche attitudinale de nature explicative pour identifier les contraintes de genre limitant l'inclusion financière des femmes en Afrique du Sud. La recherche qualitative contient un petit échantillon de recherche qui recueille des données approfondies et de qualité auprès des répondants, contrairement aux méthodes quantitatives qui impliquent des échantillons plus grands dépassant 100 répondants et traitent des mesures (Hague et al., 2016). Des exemples d'instruments de recherche qualitative sont les entrevues, les groupes de discussion, l'observation et l'ethnographie. À l'aide d'un échantillonnage raisonné, les résultats ont été recueillis auprès de 30 femmes entrepreneurs du Gauteng en Afrique du Sud. La raison du choix de Gauteng est que c'est le cœur du pays et que les organisations les plus importantes et les plus prospères sont situées dans Cette région. L'étude juge approprié d'utiliser des entretiens approfondis pour cette étude, car cela aide à démêler et à présenter des expériences et des conclusions approfondies et à comprendre l'état actuel de l'inclusion financière des femmes

Imperialism represent a policy of extending a country's power and influence through colonization via use of military force and any other means.

Western hegemony symbolizes values and culture of different classes of people in the economy.

dans le pays. Afin de comprendre leur point de vue sur l'économie politique du genre en Afrique du Sud et cinq (5) responsables gouvernementaux / décideurs clés dans différents départements gouvernementaux de la province. À l'aide de la boule de neige et de l'échantillonnage raisonné, le chercheur a délibérément trouvé les critères d'échantillonnage appropriés et identifié les participants qui possèdent les bonnes compétences et expériences pour répondre aux questions de recherche grâce aux références des gardiens.

La méthode d'analyse des données qui a été engagée était l'analyse thématique, qui consiste à regrouper des informations similaires dans différents thèmes qui seront employés (Ritchie & Lewis 2011 : 228). Le but est de permettre au chercheur de se concentrer sur chaque concept afin que les détails et les thèmes qui s'y trouvent soient débattus.

L'étude a en outre engagé différentes sources d'informations telles que «des bibliothèques, des archives, des sources en ligne, des rapports scientifiques, des sites Web gouvernementaux et des livres». L'essence de l'utilisation de plusieurs sources était de permettre un processus de triangulation qui peut parfois révéler certaines incohérences dans les données (Gaudet, Stéphanie & Robert, 2018). Des documents pertinents au contexte de l'étude ont été explorés et analysés et une analyse de documents a été menée sur des publications gouvernementales telles que le Plan de développement national, les objectifs de développement durable, le rapport Findex 2017, les rapports de la Banque mondiale, l'Agenda 2030 et d'autres documents pertinents sur l'inclusion financière (Hague et al. , 2016 ; Inyang, 2018).

Résultats

Les résultats ont été recueillis auprès de trois groupes de participants afin de comprendre l'économie politique actuelle de l'inclusion financière des femmes en Afrique du Sud. Le premier groupe de participants était composé de 30 femmes entrepreneurs de Gauteng en Afrique du Sud. Les conclusions portent principalement sur les défis auxquels elles ont été confrontées en tant que femmes entrepreneurs les empêchant d'épargner et d'investir dans le pays.

Conclusions sur les défis des femmes entrepreneures en matière d'inclusion financière pour les femmes en Afrique du Sud

Une question a été posée sur l'état de l'inclusion financière des femmes sud-africaines sur le marché des capitaux. À partir des données recueillies, la chercheuse a découvert que l'inclusion financière des femmes présente un énorme fossé, qui n'a pas encore été résolu en Afrique du Sud. Chaque participante a donné sa propre opinion sur les défis rencontrés en tant que femme entrepreneure par rapport à leur homologue masculin.

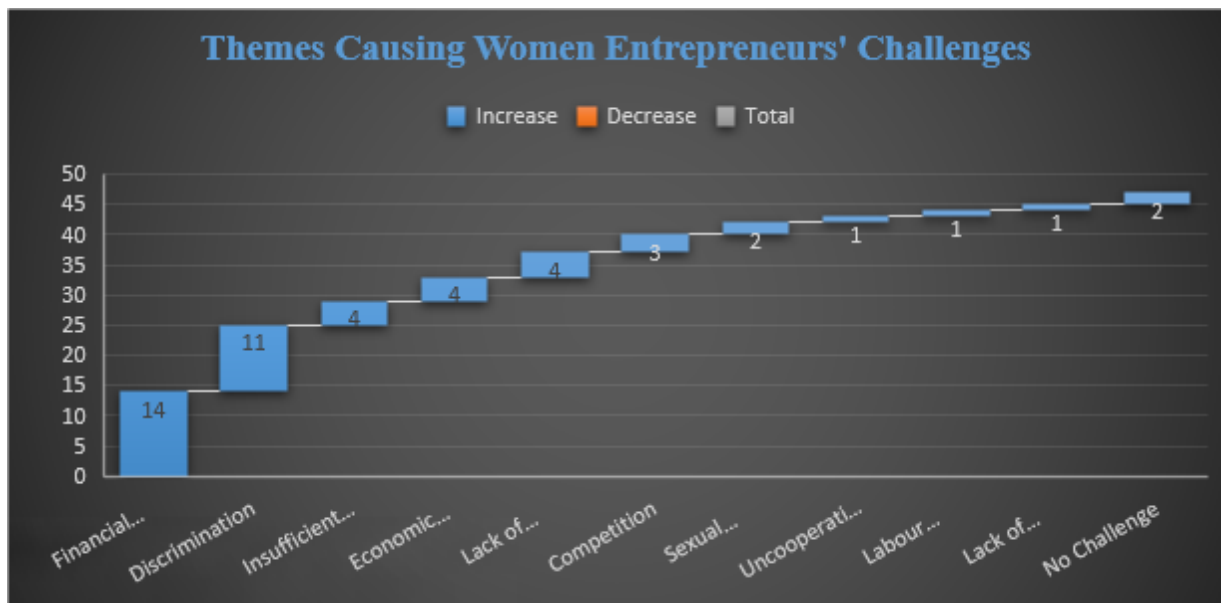


Figure 1a: Diagramme à barres représentant les thèmes à l'origine des défis des femmes entrepreneurs. Source : (Ojo, 2020).

De la figure 1a. Des thèmes communs sont présentés causant des défis aux femmes entrepreneurs en Afrique du Sud. Le premier thème a été identifié par 14 participants sur les « contraintes financières », cela se rapporte aux conclusions discutées dans la littérature sur les contraintes affectant l'inclusion financière des femmes. La plupart des femmes entrepreneurs ont du mal à accéder aux services financiers et ont dû s'associer à un représentant masculin avant d'être entendues. Le deuxième thème avec le nombre le plus élevé est la « discrimination » dans laquelle 11 participants (37%) ont indiqué qu'ils se sentaient toujours discriminés dans leurs industries. Quatre (4) participants (13 %) ont indiqué « un réseau insuffisant et un manque de collaboration » comme le défi qui les contraignait ; 4 autres participants (13 %) ont indiqué « les situations économiques et les mauvaises entreprises comme un défi ». 4 autres participants (13 %) ont déclaré que le « manque de compétences/analphabétisme » était un défi qui les contraignait, tandis que 3 participants (10 %) ont indiqué que la « concurrence » était un défi majeur pour leur accès aux services financiers. En outre, 2 participants (7 %) ont indiqué que le « harcèlement sexuel » qui se produit avec des partenaires commerciaux est un facteur contraignant ; et 1 participant (3 %) a indiqué « partenaire non coopératif » comme un défi. 1 participante (3 %) a indiqué que les « questions liées au travail » étaient un facteur contraignant, une autre participante (3 %) a indiqué que le « manque de confiance » était un défi et qu'elle se sous-évaluait le plus souvent. Les 2 derniers participants (7%) ont indiqué qu'il n'y avait pas de défi qui les contraignait.

Recommandations des femmes entrepreneurs pour les interventions du gouvernement.

Les résultats ont donné différentes perspectives sur l'intervention gouvernementale qui peut être mise en œuvre pour aider l'inclusion financière des femmes en Afrique du Sud. Les résultats reflètent cependant qu'il n'y a pas de sensibilisation aux connaissances sur les initiatives gouvernementales. Chaque participant a suggéré ce que le gouvernement devrait faire pour assurer la réduction de l'écart financier entre les sexes.

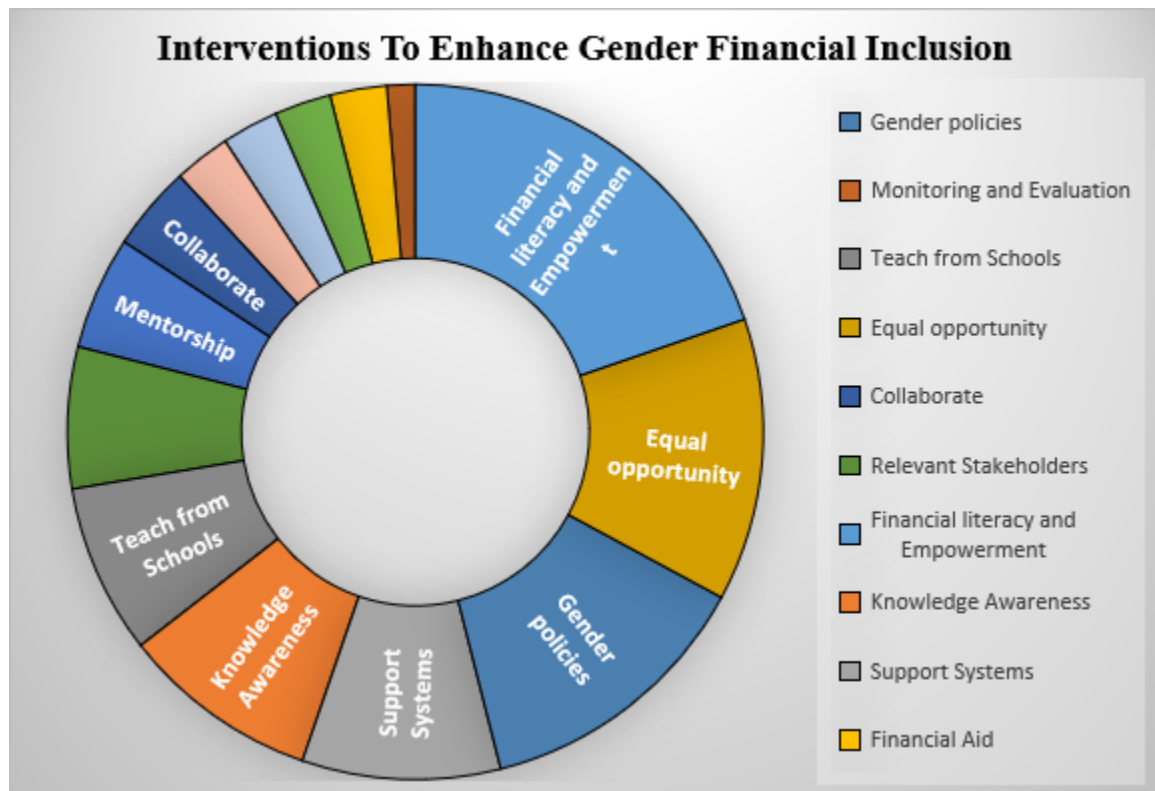


Figure 1b: Diagramme à barres représentant les interventions du gouvernement pour améliorer l'inclusion financière des femmes.

D'après la figure 1b ; les conclusions ont présenté les interventions qui devraient être mises en place pour améliorer l'inclusion financière des femmes. Les thèmes communs identifiés sont; « politiques de genre », dont 10 participants (33 %) ont indiqué que le gouvernement devrait mettre en œuvre des politiques stratégiques et de travail qui s'adressent spécifiquement aux femmes. Un participant (3 %) a indiqué la nécessité d'un « suivi et d'une évaluation » ; 6 participants (20 %) ont indiqué la nécessité « d'enseigner depuis les écoles » comme un facteur contraignant. Dix participants (33 %) ont déclaré que le gouvernement doit offrir « l'égalité des chances » aux femmes entrepreneurs dans le pays, tandis que 3 participants (10 %) ont indiqué que les femmes entrepreneurs devraient « collaborer » les unes avec les autres. Cinq participants (17 %) ont indiqué que les « parties prenantes concernées » devraient être embauchées et impliquées dans les politiques d'intégration de la dimension de genre, en particulier les politiques relatives à l'inclusion financière des femmes. En outre, 15 participants (50 %) ont indiqué qu'il devrait y avoir des interventions telles que « la littératie financière et l'autonomisation » pour les femmes entrepreneurs ; 7 participantes (23 %) ont indiqué que la « sensibilisation aux connaissances » est très importante pour que les femmes entrepreneurs puissent accéder aux opportunités financières. Il est primordial d'attraper les plus jeunes dans les écoles et de les aider à leur enseigner des compétences entrepreneuriales. Sept participantes (23 %) ont indiqué que des « systèmes de soutien » sont nécessaires pour les femmes entrepreneurs ; 2 participants (7 %) ont indiqué le besoin d'une « aide financière » ; tandis que 4 participants ont indiqué que le « mentorat » était un guide important pour les femmes entrepreneurs. Deux des participants (7 %) ont en outre indiqué un « changement d'état d'esprit » contre les femmes et, plus important encore ; deux autres participantes soulignent la nécessité pour les femmes entrepreneurs d'être « autonomisées » par elles-mêmes et de rechercher des connaissances et des opportunités et enfin 2 participantes (7 %) ont indiqué qu'elles n'avaient « aucune idée » de ce que le gouvernement peut faire pour promouvoir l'inclusion financière des femmes.

Conclusions des représentants des institutions financières sur l'accessibilité à l'inclusion financière pour les femmes

Les cinq institutions financières participantes ont donné une perception différente de l'inclusion financière des femmes et de l'accès des femmes entrepreneurs aux services financiers. Tous les participants ont indiqué qu'il existe un énorme fossé en matière d'inclusion financière pour les femmes en Afrique du Sud. La participante 31 a soutenu qu'«il n'y a pas de véritable sensibilisation ou d'éducation appropriée sur l'inclusion financière des femmes ou les services financiers» (Entretien avec P31, 10 janvier 2020). Les institutions financières sont un système capitaliste et ne travaillent qu'avec des entrepreneurs rentables (Entretien avec P31, 10 janvier 2020). Même ainsi, le secteur financier travaille avec tous les clients et ne sépare pas les services financiers pour les femmes séparément car les politiques, règles et réglementations s'appliquent à tous. La dernière participante a résumé la question en déclarant que «... de mon point de vue, l'inclusion financière des femmes en Afrique du Sud n'a pas été correctement abordée, en raison de notre position historique où les femmes subissent l'oppression (race, sexe et classe) et de notre idéologie patriarcale. Non, tous n'ont pas un accès égal en raison des facteurs mentionnés précédemment » (Entretien avec P35, 8 janvier 2020).

Conclusions des décideurs politiques sur l'accessibilité des femmes entrepreneures aux services financiers en Afrique du Sud

L'accès des femmes aux services financiers en Afrique du Sud est une autre notion qui a été soulevée pour comprendre les points de vue des représentants du gouvernement sur l'inclusion financière des femmes. Les points de vue ont souligné que les femmes ne sont pas prioritaires actuellement, comme mentionné dans la section précédente. Selon les participants, il y a un accès au financement, mais toujours pas d'accès à l'information, car des incitations telles que le CIS, le BBSDP et l'IEDP sont mises en œuvre par les parties prenantes gouvernementales pour que les femmes accèdent aux services financiers. Cependant, seuls quelques privilégiés sont au courant de ces incitations, et la majorité ignore les initiatives d'accessibilité. La participante 37 a déclaré que «bien que le département développe un nouveau programme pour aborder l'inclusion financière des femmes, bien qu'il ne soit pas encore légitime, la politique est encore loin d'être atteinte en Afrique du Sud» (Entretien avec P37, 25 décembre 2019). «De plus, l'homologue masculin reçoit plus de salaire même s'il est au même niveau que les femmes et fait toujours le même travail. Les femmes ont accepté les écarts tels que les responsabilités familiales, une taxe noire qui les empêche d'épargner et d'investir pour la famille » (Entretien avec P37, 25 décembre 2019). Cette opinion a été soutenue par la participante 36, qui a déclaré : « L'inclusion financière des femmes est encore loin d'être atteinte en Afrique du Sud. Et les femmes semblent avoir accepté les écarts tels que les responsabilités familiales, la taxe noire, l'inégalité au travail comme un mode de vie normal » (Entretien avec P36, 10 janvier 2020). Les points soulevés par la participante 40 confirment l'importance de l'inclusion financière pour les femmes. Il a déclaré que «les femmes sont en première ligne dans le pays et elles contribuent au PIB du pays» (Entretien avec P40, 8 janvier 2020). Malgré les disparités en termes de revenus, le gouvernement est conscient de l'écart entre les sexes et essaie de fournir des marchés sur la façon dont les femmes peuvent être autonomisées. Selon lui, 70% des femmes sud-africaines sont financièrement incluses, car la plupart des femmes réseautent et collaborent constamment entre elles sur la façon d'épargner et d'investir pour subvenir aux besoins de la famille. Même s'il y a quelques élus qui n'ont pas accès aux services financiers » (Entretien avec P40, 8 janvier 2020). Elle a en outre suggéré que le gouvernement a tendance à accorder plus d'avantages et d'incitations monétaires aux hommes entrepreneurs, car le marché et le gouvernement n'ont pas confiance dans les femmes entrepreneurs. De plus, les femmes s'inquiètent davantage sur les risques dans les entreprises que leurs homologues masculins, ce qui les décourage des produits

et services financiers. Toutes ces raisons sont les facteurs qui affectent actuellement l'état de l'inclusion financière dans le pays.

Financial inclusion incentives provided by the Department of Business Development, of which women are major beneficiaries.

Black tax means sharing income with extended struggling family members and not earning enough to save and invest. Usually common in black communities.

Les observations soulevées par toutes les catégories de participants amènent le chercheur à considérer les commentaires de Gumede (2016) et Habib (2013) sur le NPD sud-africain. Selon les deux universitaires, le NPD ne tient pas compte de la contribution des femmes à l'économie en ce qui a trait à l'élimination des obstacles financiers, sociaux, culturels, religieux et éducatifs à l'entrée des femmes sur le marché du travail, à l'expansion de l'infrastructure sociale pour réduire le chômage des femmes, à l'octroi d'un emploi aux agricultrices, à la en citer quelques-uns (Gumede, 2016 ; Habib, 2013). Le principal point qui a émergé est qu'il existe encore un écart dans l'inclusion financière des femmes en Afrique du Sud qui doit être comblé.

Débats et conclusions

L'inclusion financière des femmes est un énorme problème qui n'a pas encore été résolu en Afrique du Sud. La plupart des femmes entrepreneurs ont eu du mal à accéder aux services financiers et ont dû s'associer avec un représentant masculin avant d'être entendues. Les défis communs auxquels sont confrontées les femmes entrepreneures ont été présentés. Thèmes connexes tels que « contraintes financières », « discrimination », « réseau insuffisant et manque de collaboration », « situations économiques et mauvaises affaires », « manque de compétences/ analphabétisme », « concurrence », « harcèlement sexuel », « partenaire non coopératif » », « questions liées au travail », « manque de confiance » sont des contraintes qui ont fait surface dans cette étude. Ces contraintes ont été identifiées comme une limitation importante du développement socio-économique des femmes en Afrique du Sud. Comme mentionné dans le chapitre 2, Kehler (2001 : 43) affirme que l'accès aux ressources et aux opportunités fondé sur la race, la classe et le sexe est un facteur déterminant de toute inégalité politique, sociale et économique. La classe est définie comme le contexte d'une relation sociale fondée sur l'accès aux ressources telles que la production, l'échange, la distribution et la consommation de biens et de services (Kehler, 2001 : 43 ; Badat, 2011 : 129).

En outre, selon Verdier-Chouchane (2016 : 56), l'inégalité entre les sexes est façonnée par différents facteurs tels que les défaillances du marché, les arrangements institutionnels tels que les structures familiales patriarcales, les normes et coutumes concernant la terre, la culture, la discrimination sur le droit du travail et la pratique. Le concept peut être abordé s'il y a un changement dans les croyances sociales et culturelles sur les capacités et les responsabilités des femmes dans le ménage, les marchés et les normes générales de la société (Verdier-Chouchane 2016 : 56). Une autre question dans les facteurs socio-économiques limitant l'inclusion financière des femmes était la notion d'éducation et de pauvreté dans le pays. Tous les participants ont convenu que l'éducation et la pauvreté sont des facteurs importants qui affectent l'inclusion financière des femmes en Afrique du Sud.

Les participants sont d'avis que le système financier lui-même est conçu de manière à favoriser les hommes plus que les femmes, et ils ont suggéré que les raisons de l'exclusion financière des femmes sont les normes patriarcales et sociétales, puisque les femmes sont supposées être moins responsables financièrement. Selon elles, les femmes sud-africaines n'ont pas assez

d'économies et un grand nombre d'entre elles sont bénéficiaires de la bourse. Leurs revenus suffisent à peine à leurs besoins mensuels. Par conséquent, pour les femmes, l'épargne et l'investissement ne peuvent être possibles que si l'économie du pays change. Culturellement, certaines femmes n'ont accès aux finances et à leurs comptes qu'au décès de leur mari, et elles en deviennent bénéficiaires. Le manque de compétences est également un problème pour les femmes entrepreneurs, car les femmes n'ont pas suffisamment de professionnels, d'experts et de mentors dans le monde des affaires pour guider les futures femmes entrepreneurs. Le plus souvent, les femmes entrepreneurs qui réussissent n'ont pas de digne successeur à qui passer le relais une fois à la retraite. De plus, une fois que les femmes entrepreneurs prospères prennent leur retraite, elles sont confrontées à des responsabilités domestiques, contrairement à leurs homologues masculins, qui offrent toujours des services de conseil même après leur retraite. Ces facteurs rendent les hommes entrepreneurs plus pertinents, et ils disposent d'un système de soutien adéquat. C'est un défi considérable pour les femmes entrepreneurs. Toutes les perspectives liées au concept de l'étude qui ont été présentées sur l'écart entre les sexes en matière d'inclusion financière pour les femmes en Afrique du Sud étaient perspicaces, car la plupart des participantes ont déclaré que la question est un débat actuel que le gouvernement n'a pas encore mis en œuvre dans le système.

Même ainsi, les résultats présentent la recommandation que l'État doit sensibiliser sur la question de l'adoption des services financiers (épargne et investissements) pour créer un environnement durable pour les femmes entrepreneurs. Actuellement, le pays est en défaut et les femmes continuent d'être soumises à une pauvreté abjecte, à l'inégalité et à l'insécurité parmi le phénomène de genre. L'exclusion financière des femmes est inquiétante car elle empêche les femmes de participer et de contribuer aux activités sociales et économiques au sein de la société. Pour parvenir à une inclusion financière durable pour les femmes, il faut aborder les services qui facilitent le développement inclusif. Cela favorise et comble l'écart entre les sexes en ce qui concerne l'accès aux services financiers pour les femmes entrepreneurs. (a) Les institutions financières devraient modifier leurs systèmes commerciaux pour permettre aux citoyens des classes inférieures d'avoir accès aux produits financiers. Plus particulièrement, les produits bancaires doivent être réduits à la moitié des frais/coûts initiaux ; (b) Le gouvernement devrait mettre en œuvre des politiques qui allégeraient les réglementations compliquées dans le secteur financier et encourageraient l'utilisation des services financiers ; (c) Toutes les parties prenantes et la société civile doivent assumer la responsabilité de fournir des mesures adéquates pour l'inclusion financière ; (d) Le gouvernement doit mettre en œuvre des programmes qui clarifient la situation dans le secteur financier, qui identifie également la cause profonde de l'exclusion financière, et mettre en place des programmes de soutien pour y remédier.

Pour parvenir à une inclusion financière durable des femmes, il faut tenir compte des services fournis par les institutions financières (offre), des attentes des consommateurs (demande) et du soutien apporté par les différentes parties prenantes (secteur public et privé) aux services financiers.

Étant donné que l'étude a engagé une recherche qualitative pour l'étude, elle est sujette à un certain nombre de limitations telles que la fourniture d'informations limitées en termes d'objectivité, certaines informations peuvent ne pas être disponibles et les résultats peuvent être très imprévisibles. Par conséquent, l'étude encourage la recherche sur le terrain à l'avenir pour des résultats pertinents et précis sur le sujet.

Références

- Abrahams, R. (2017) *Financial Inclusion in South Africa: A Review of the Literature Introduction and Research Objective*. South Africa. Available at: <http://www.saaa.org.za/> (Accessed: 17 February 2019).
- Arts, K. (2017) 'Inclusive sustainable development: a human rights perspective', *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 24, pp. 58–62. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2017.02.001>
- Aslan, G. et al. (2017) *WP/17/236 Inequality in Financial Inclusion and Income Inequality*. <https://doi.org/10.5089/9781484324905.001>
- Chant Slyvia (2016) 'Addressing world poverty through women and girls: a feminised solution', *Sight and Life Magazine*, 30(2), pp. 58–62. Available at: <http://eprints.lse.ac.uk/68589/> (Accessed: 14 September 2017).
- Cornish Lisa (2018) *Insights from the World Bank's 2017 Global Findex database | Devex, Devex*. Available at: <https://www.devex.com/news/insights-from-the-world-bank-s-2017-global-findex-database-92589> (Accessed: 3 February 2019).
- Corrado, G. and Corrado, L. (2017) 'Inclusive finance for inclusive growth and development', *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 24, pp. 19–23. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2017.01.013>
- Deléchat, C. et al. (2018) *What is Driving Women's Financial Inclusion Across Countries?* <https://doi.org/10.5089/9781484344460.001>
- Demirgüç-Kunt, A. (2014) 'Presidential Address: Financial Inclusion', *Atlantic Economic Journal*. <https://doi.org/10.1007/s11293-014-9429-z>
- Department of Women (2015) *Status of Women and Girls in South Africa 2015: Towards The United Nation General Assembly Meeting on The New Sustainable Development Goals (SDGs)*. South Africa. Available at: http://www.gov.za/sites/www.gov.za/files/Status_of_women_in_SA_economy.pdf.
- Dill, B. and Crow, B. (2014) 'The Colonial Roots of Inequality: Access to Water in Urban East Africa.', *International Water Resources Association*, Vol 39(2), pp. 187–200. <https://doi.org/10.1080/02508060.2014.894212>
- Dupas, P. and Robinson, J. (2013) 'Savings Constraints and Microenterprise Development: Evidence from a Field Experiment in Kenya +', 5(1), pp. 163–192. <https://doi.org/10.1257/app.5.1.163>
- Evans, O. (2015) *The Effects of Economic and Financial Development on Financial Inclusion in Africa, Review of Economic and Development Studies*. Available at: https://mpira.ub.uni-muenchen.de/81325/1/MPRA_paper_81325.pdf (Accessed: 6 February 2019).
- Fanta and Ashenafi (2016) 'Gender and financial inclusion Analysis of financial inclusion of women in the SADC region'. South Africa (2016), pp. 1–37. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.1390.3605>.
- Fletschner, Diana et al. (2014) 'Rural Women's Access to Financial Services: Credit, Savings, and Insurance', in *Gender in Agriculture*. USA, pp. 187–209. https://doi.org/10.1007/978-94-017-8616-4_8
- Gaudet, Stéphanie & Robert, D. (2018) *A Journey Through Qualitative Research: From Design to Reporting - Google Books*. London: SAGE Publications. <https://doi.org/10.4135/9781529716733>
- Glänzel, G. and Scheuerle, T. (2015) 'Social Impact Investing in Germany: Current Impediments from Investors' and Social Entrepreneurs' Perspectives', *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 27(2016), pp. 1638–1668. <https://doi.org/10.1007/s11266-015-9621-z>
- Grohmann, A., Klühs, T. and Menkhoff, L. (2018) 'Does financial literacy improve financial inclusion? Cross country evidence', *World Development*. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.06.020>
- Gupta, J. and Ros Tonen, M. A. F. (2015) *Inclusive Development*, Springer. Amsterdam: Springer Berlin Heidelberg. https://doi.org/10.1007/978-3-642-28036-8_100876
- Hague, P. et al. (2016) *Market Research in Practice*. 3rd edn. Edited by P. Hague et al. United Kingdom: Koganpage.
- Holloway, K., Niazi, Z. and Rouse, R. (2017) *Financial Inclusion Program Innovations for Poverty Action Women's Economic Empowerment Through Financial Inclusion A Review of Existing Evidence and Remaining Knowledge Gaps*. Available at: www.poverty-action.org.
- Hulme, D., Moore, K., & Barrientos, A. (2015) 'Assessing Insurance Roles of Micro-Savings', in Vos, R., Islam, N., & Koparanova, M. (ed.) *Financing for Overcoming Economic Insecurity*. Bloomsbury Publishing. <https://doi.org/10.5040/9781472544421.ch-006>
- IMF (2017) 'Global Cooperation- An Uphill Battle', *Finance and Development*, 54(3), pp. 1–65.

- Inyang E (2018) *Doing Academic Research* - - Google Books. YK: Cambridge Scholars Publishing. <https://cambridgescholars.com/product/978-1-5275-0322-9/>
- Jabir, M. I. (2015) *Financial Inclusion and Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa*. University of Ghana. Available at: <http://ugspace.ug.edu.gh> (Accessed: 6 February 2019).
- Johnson, S. and Williams, R. (2016) 'The political economy of financial inclusion: tailoring donor policy to fit', *Development Policy Review*, 34(5), pp. 721–743. <https://doi.org/10.1111/dpr.12170>
- Karlan, D. et al. (2014) *Loose Knots: Strong versus Weak Commitments to Save for Education in Uganda* *. Uganda. <https://doi.org/10.3386/w19863>
- Kessler, K. et al. (2017) *Improving Financial Inclusion in South Africa*, BCG. Available at: <https://www.bcg.com/publications/2017/globalization-improving-financial-inclusion-south-africa.aspx> (Accessed: 19 June 2019).
- Khumalo Kabelo (2017) *Financial Exclusion a challenge for SA women*, *Saturday Star*. Available at: <https://www.pressreader.com/south-africa/saturday-star/20170819/282260960577019> (Accessed: 14 September 2017).
- Klapper, L. et al. (2017) *The Global Findex Database*. Washington DC.
- De Koker, L. and Jentzsch, N. (2013) 'Financial Inclusion and Financial Integrity: Aligned Incentives?', *World Development*, 44, pp. 267–280. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2012.11.002>
- Koralagama, D., Gupta, J. and Pouw, N. (2017) 'Inclusive development from a gender perspective in small scale fisheries', *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 24, pp. 1–6. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2016.09.002>
- Lyngdoh, B. F. and Pati, A. P. (2013) 'Impact of Microfinance on Women Empowerment in the Matrilineal Tribal Society of India: An Analysis Using Propensity Score Matching and Difference-in-Difference Ambika P. Pati, corresponding author', *Subversion International Journal of Rural Management International Journal of Rural Management*, 9(1), pp. 45–69. <https://doi.org/10.1177/0973005213479207>
- McKinsey & Company (2009) *The business of empowering women*. USA. Available at: http://mckinseysociety.com/downloads/reports/Economic-Development/EmpWomen_USA4_Letter.pdf (Accessed: 1 September 2017).
- McKinsey & Company (2010) *Global Financial Inclusion*. Available at: https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/industries/social_sector/our_insights/global_financial_inclusion_within_reach/global_financial_inclusion.ashx (Accessed: 1 February 2019).
- Mzobe, N. (2015) *The role of education and financial inclusion in Africa: the case of selected African countries*. Stellenbosch : Stellenbosch University. Available at: <http://scholar.sun.ac.za/handle/10019.1/99394> (Accessed: 3 April 2019).
- Ngwenya, B., Pelser, T. and Chivaura, T. (2018) 'South African Journal of Economic and Management Sciences'. <https://doi.org/10.4102/sajems.v21i1.1837>
- Nhavira, J. D. G. (2015) 'Whither Financial Inclusion? A holistic approach', *Journal of Strategic Studies*, 5(1), pp. 80–91.
- O'Dell K, P. S. & W. K. (2014) *Women, energy, and economic empowerment* | Deloitte University Press, Deloitte University Press. Available at: <https://dupress.deloitte.com/dup-us-en/topics/social-impact/women-empowerment-energy-access.html> (Accessed: 1 September 2017).
- O'Manique, C. and Fourie, P. (2016) 'Gender Justice and the Millennium Development Goals: Canada and South Africa Considered', *Politikon*, 43(1), pp. 97–116. <https://doi.org/10.1080/02589346.2016.1155139>
- OECD (2012) *Women's Economic Empowerment*. Available at: <https://www.oecd.org/dac/povertyreduction/50157530.pdf> (Accessed: 1 September 2017).
- Ouma, S. A., Odongo, T. M. and Were, M. (2017) 'Mobile financial services and financial inclusion: Is it a boon for savings mobilization?', *Review of Development Finance*. University of Cairo., 7(1), pp. 29–35. <https://doi.org/10.1016/j.rdf.2017.01.001>
- Oxfam (2018) *Oxfam-Briefing Note Inclusive Development*. UK. Available at: <http://www.oxfam.org/en/policy/held-account>.
- PCI (2017) *Great Courage and PCI are Empowering Women*, www.pciglobal.org. Available at: https://www.pciglobal.org/empowering-women/?gclid=CjoKCQjwiqTNBRDVARIsAGsd9MoX7jxWBlotnC5rh8jInPSBCw-QBm7ArAi961AKahtIL7MclM8TebUaAo9ZEALw_wcB (Accessed: 1 September 2017).

- Pouw, N. and Gupta, J. (2017) 'Inclusive development: a multi-disciplinary approach', *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 24, pp. 104–108. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2016.11.013>
- Prabhakar, R. (2019) 'Financial Inclusion: a tale of two literatures Article accepted for publication in Social Policy and Society', *Open Research Online*, 18(1), pp. 37–50. <https://doi.org/10.1017/S1474746418000039>
- Rashiq S & Cyprian J (2017) 'Impact of Poverty on Women (A Worldwide Overview)', *Nice Research Journal*, 4, pp. 98–127. Available at: <http://nicerjss.com/index.php/nicerjss/article/view/11/11> (Accessed: 18 September 2017).
- Revenga A & Shetty S (2012) 'Empowering Women is Smart Economics', *Finance and Development*, 49(1), pp. 40–43. Available at: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2012/03/pdf/revenga.pdf> (Accessed: 1 September 2017).
- Robert, J. A. F. (2016) *Banking the Poor: Evidence from a Savings Field Experiment in Malawi*. US. Available at: https://ageconsearch.umn.edu/bitstream/171879/2/jflory_SavingsAdoption.pdf (Accessed: 14 February 2019).
- Roberts, A. (2015) 'Gender, Financial deepening and the production of embodied finance: towards a critical feminist analysis', *Global Society*. <https://doi.org/10.1080/13600826.2014.975189>
- RSA (2017a) *Towards Women's Economic Empowerment: An overview of challenges, achievements, legislative mechanisms and programmes*. South Africa: The parliament. Available at: https://www.parliament.gov.za/storage/app/media/uploaded-files/International_Womens_Conference_2017_-_Womens_Economic_Empowerment_-_August_2017.pdf (Accessed: 6 September 2017).
- RSA (2017b) *Towards Women's Economic Empowerment: An overview of challenges, achievements, legislative mechanisms and programmes 2*. South Africa.
- Ssewamala, F. M. et al. (2016) 'Applying a Family-Level Economic Strengthening Intervention to Improve Education and Health-Related Outcomes of School-Going AIDS-Orphaned Children: Lessons from a Randomized Experiment in Southern Uganda.', *Prevention science: the official journal of the Society for Prevention Research*. NIH Public Access, 17(1), pp. 134–43. <https://doi.org/10.1007/s11121-015-0580-9>
- Steinert, J. I. et al. (2018) 'Do saving promotion interventions increase household savings, consumption, and investments in Sub-Saharan Africa? A systematic review and meta-analysis', *World Development*, 104(2018), pp. 238–256. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.11.018>
- Taejun (2018) *Summary of the Report on Global Findex Database 2017*, Medium. Available at: <https://medium.com/@81TJ/summary-of-the-report-on-global-findex-database-2017-bfc4f71f8bf7> (Accessed: 3 February 2019).
- UN-Women (2017) *Facts and Figures: Economic Empowerment | UN Women – Headquarters*, UN-Women. Available at: <http://www.unwomen.org/en/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures> (Accessed: 1 September 2017).
- de Villiers, J. (2019) *South African men get paid much more than women - here are the worst industries*, *Business Insider*. Available at: <https://www.businessinsider.co.za/south-africa-industries-pwc-executive-directors-practices-and-remuneration-trends-report-jse-gender-pay-gap-white-ceos-2019-7> (Accessed: 19 July 2019).